

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 19/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES VOLAILLERS DU DAUPHINE - CAPAG

ZA des Aires
26330 Châteauneuf-de-Galaure

Références : MR/2023-02863
Code AIOT : 0052602839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement LES VOLAILLERS DU DAUPHINE - CAPAG implanté ZA des Aires 26330 Châteauneuf-de-Galaure. L'inspection a été annoncée le 17/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES VOLAILLERS DU DAUPHINE - CAPAG
- ZA des Aires 26330 Châteauneuf-de-Galaure
- Code AIOT : 0052602839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir de volailles, inspection dans le contexte de la sécheresse

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse (PSH)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 30/05/2013, article 2.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/04/2023, article Annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de sécheresse imposent des restrictions pour lesquelles l'exploitant doit s'adapter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2013, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées
Constats : L'inspection a relevé auprès de l'exploitant les dates des vérifications périodiques suivantes : - Désenfumage le 1er septembre 2023 - Alarmes le 15 février 2023 - Extincteurs février 2023 - Électriques le 7 octobre 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Mesure d'exceptions relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1000m3/an dans le milieu ou < 7000 m3/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu). L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique). L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère).
Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection son Plan de Sobriété Hydrique (PSH). Le dossier décrit les caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau dont le prélèvement est quasiment identique depuis une dizaine d'années pour une production qui est a doublé. Le site n'est pas soumis à un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) ou à un Plan de la Gestion de la Ressource en Eau (PGRE).

Les évolutions 2023 concernent des économies d'eau structurelle sur le nettoyage par un investissement dans des laveuses automatiques. L'eau est essentiellement utilisée pour le nettoyage, une partie des eaux de process est recyclée pour nettoyer le convoyeur.

La marge d'économie d'eau de process doit faire l'objet de précautions particulières au sein de cette rubrique dans la mesure où l'enjeu sanitaire est essentiel.

Le poste le plus consommateur d'eau est le nettoyage, la marge de manœuvre de l'exploitant étant faible pour la raison évoquée ci-dessus, les efforts se tournent vers une diminution du nombre de jour d'abattage hebdomadaire permettant ainsi de réduire le nombre de nettoyage. Cette solution est retenue par l'exploitant sauf pour la période de pointe de 4 semaines liées à la forte demande correspondant à la fête du Yom Kippor jusqu'à la semaine 39 pour cette année.

Le site n'est pas soumis aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD), qui permettent des économies d'eau structurelles. Toutefois quelques techniques sont déjà en place comme le raclage avant lavage, l'usage de buses sur les jets d'eau du nettoyage et le système automatique de nettoyage. L'exploitant n'a pas mis en place des sous compteurs pour les différents postes de consommation.

L'installation déverse la totalité de ses effluents dans la STation d'ÉPuration (STEP) collective.

La partie nettoyage bénéficiant de quelques MTD ne permet néanmoins pas de répondre à elle seule à la problématique de sécheresse.

Les économies d'eau conjoncturelles pour les activités du secteur des Denrées Animales ou d'Origine Animale (DAOA) ne sont pas aisément réalisables dans la mesure où elles touchent un enjeu sanitaire. Les efforts de l'exploitant ont porté sur le ratio de consommation d'eau par kilo de produit fini sur une dizaine d'années et sur l'application de MTD du régime supérieur. La réduction du nombre de jours d'abattage a un impact notable sur le prélèvement en eau dans ce secteur d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet